

Le Macroscopie

Bulletin de perspectives économiques

La Chaire en macroéconomie et prévisions (CMP) a pour mission de faciliter les échanges entre les milieux académiques et différentes institutions à vocation économique au Québec et au Canada sur les enjeux liés à leur performance économique agrégée, notamment en dégagant un portrait représentatif courant et prospectif de leur évolution. Nos analyses visent notamment à répondre aux besoins diversifiés des intervenants économiques en développant des synergies, en s'appuyant sur la recherche de pointe en macroéconomie et prévisions et en communiquant leurs implications.

Ce bulletin actualise nos projections macroéconomiques à court et moyen terme pour le Canada et le Québec. À la lumière des données disponibles, les exercices de prévision produits à partir de nos 37 modèles décrivent une trajectoire révisée pour un ensemble d'indicateurs économiques clés.

Notre approche prédictive repose exclusivement sur l'extraction de régularités statistiques dans la dynamique des données historiques. Elle vise à exploiter leur contenu informationnel sans imposer de scénario discrétionnaire. Cette méthodologie, distincte des approches conventionnelles retenues par plusieurs organisations, mobilise des techniques économétriques modernes afin de produire nos prévisions.

L'édition actuelle du Macroscopie intègre 37 modèles prédictifs. Ceux-ci comprennent des régressions standard, des modèles de régularisation et des techniques d'apprentissage automatique appliqués à un vaste ensemble de données macroéconomiques.¹

Afin de limiter l'influence des valeurs aberrantes, nous rapportons la médiane des prévisions. Les intervalles d'incertitude, définis par les 10^e et 90^e percentiles, quantifient la diversité des scénarios anticipés par notre portefeuille de modèles. Une plus grande largeur d'intervalle signale une incertitude accrue quant à l'évolution future. L'asymétrie de la distribution autour de la médiane, soit le 50^e percentile, permet également d'évaluer la « direction » de cette incertitude. Cette édition couvre les six prochains trimestres avec ses prévisions trimestrielles. Les prévisions annuelles, quant à elles, s'étendent de 2026 à 2030.

Comme tout exercice de prévision, des chocs imprévus et non intégrés aux modèles peuvent créer des écarts entre les projections et les résultats observés. Le contexte géopolitique demeure volatil et propice à de brusques ruptures. Le conflit armé entre les États-Unis et l'Iran se poursuit sans percée diplomatique. Le blocage persistant du détroit d'Ormuz, ainsi que les tensions accrues autour du détroit de Bab-el-Mandeb, reliant la mer Rouge au golfe d'Aden et à l'océan Indien, maintiennent les risques de perturbations sur les prix mondiaux de l'énergie et des matières premières. Il faut noter l'aggravation des conflits commerciaux depuis l'expiration de l'ACEUM le 1er juillet et l'instauration d'une révision annuelle. Après l'échec des pourparlers, l'administration Trump a imposé à partir du 22 août un droit de douane de 50% sur de nombreux produits importés du Canada, qui étaient pourtant exemptés en vertu de l'accord. Le Canada a riposté par des contre-mesures entrées en vigueur le 8 septembre. Par

1. On peut retrouver cet ensemble [ici](#).

ailleurs, la précision des prévisions demeure tributaire de l'incertitude entourant les orientations budgétaires et monétaires des gouvernements ici, comme à l'étranger. Par exemple, l'augmentation récente des taux d'intérêt sur les titres à moyen et long termes, notamment aux États-Unis et en France, pourrait entraîner des impacts sur l'économie mondiale et canadienne.

La démarche statistique sur laquelle repose le Macroscopie conserve l'avantage de bien capter l'élan actuel des économies canadienne et québécoise. Les prévisions présentées ici doivent donc être interprétées comme des scénarios de référence, établis en l'absence de nouveaux chocs susceptibles de modifier significativement la trajectoire économique.

*Retour sur les données et les prévisions publiées en juillet
pour le 2e trimestre de 2026*

Selon les protocoles statistiques en vigueur, Statistique Canada a procédé à une mise à jour des données. Pour le premier trimestre de 2026, la croissance réelle du PIB est révisée de -0,05% à 0,06%, ce qui est donc minime. Pour ce même trimestre, la révision nominale, pour sa part, s'avère plus marquée en portant le taux de croissance de 3,01% à 3,23%. D'ailleurs, la variation du déflateur est elle-même l'objet d'une révision à 3,10% plutôt que 3,03%. La demande interne est également revue, alors que la croissance de la consommation réelle passe de 1,61% à 1,85% et que celle de l'investissement réel est réduite de 0,35% à -0,09%. Les données du deuxième trimestre de 2026 montrent cependant une accélération. Le PIB réel progresse de 1,13%, comparativement à la prévision médiane de 0,76% dans le dernier Macroscopie, tandis que le PIB nominal augmente bien au-delà de la borne supérieure de l'intervalle de prévision de 5,20%, à 7,05% (comparativement à la médiane des prévisions de 3,82% dans l'édition précédente). Cet écart provient surtout du déflateur, dont la croissance atteint 5,83%, plutôt que le chiffre prévu de 2,85%. Pour leur part, la consommation réelle, à 1,65% (contre 1,97%), et l'investissement réel, à 0,83% (contre 0,97%), s'établissent légèrement sous les prévisions. Le décalage entre une croissance réelle modeste et une croissance nominale soutenue reflète la contribution marquée de la dynamique du niveau des prix.

Les révisions du premier trimestre de 2026 pour le Québec demeurent modestes, à l'exception de la consommation. La croissance réelle du PIB est désormais estimée à -0,21%, plutôt que -0,23%, tandis que la croissance nominale s'établit à 3,57% (contre 3,64%). Cette révision reflète en partie l'ajustement du déflateur, dont la progression passe de 3,91% à 3,83%. Du côté de la demande interne, la consommation réelle est revue à la hausse, à 0,52% (au lieu de 0,25%), alors que l'investissement réel demeure pratiquement inchangé, à -0,66% (contre -0,65%). Au deuxième trimestre, les données font état d'un retour à la croissance, quoiqu'à un rythme inférieur aux prévisions : le PIB réel augmente de 0,60%, comparativement au 0,78% anticipé dans le dernier Macroscopie, tandis que le PIB nominal s'accélère à 4,21% (contre 3,93%). Le signal demeure contrasté : l'activité réelle ressort plus faible qu'anticipé, tandis que la croissance nominale se maintient à un rythme soutenu. Le déflateur du PIB s'établit à 3,56%, dépassant la prévision de 3,10% et franchissant légèrement la borne supérieure de l'intervalle (3,50%). Les composantes réelles évoluent plus modestement : la consommation augmente de 0,80% (contre 1,08%) et l'investissement de 0,17% (contre 0,42%). Dans l'ensemble, l'activité réelle paraît donc plus fragile que ce que suggèrent les chiffres nominaux.

Production, consommation et investissement

Les données du deuxième trimestre de 2026 ont entraîné une mise à jour de nos prévisions à court terme pour l'économie canadienne, sans révision uniforme des indicateurs. Les PIB réel et nominal dépassent les estimations de juillet, alors que la consommation et l'investissement réels s'en écartent à la baisse. Cette configuration suggère un affaiblissement moins marqué de la croissance réelle en 2026, avant un redressement progressif vers les trajectoires antérieurement projetées. Les taux de croissance annuels anticipés pour 2026 sont relevés à 1,35% pour le PIB réel (contre 0,98%), à 6,00% pour le PIB nominal (contre 3,83%), tandis que les prévisions pour la consommation réelle (1,97% contre 1,98%) et l'investissement réel (1,09% contre 1,18%) sont légèrement ajustées à la baisse.

La mise à jour des prévisions demeure conforme à des perspectives réelles stables, en signalant des risques globalement équilibrés. Les intervalles de prévision pour 2026 sont désormais quasi symétriques autour de la médiane, sauf pour le PIB nominal et, dans une moindre mesure, le PIB réel, dont l'asymétrie est vers la gauche. À l'instar de la dernière édition, l'ajustement cyclique de 2026 constitue l'élément distinctif. Après un creux temporaire du PIB réel, les modèles annoncent un redressement graduel dès 2027 vers les trajectoires initialement projetées. Cela dit, il importe de souligner que les modèles statistiques restent exposés aux chocs politiques, aux négociations commerciales, aux tensions au Moyen-Orient et à d'autres perturbations externes.

Au Québec, la croissance du PIB réel serait désormais estimée à 0,86% en 2026, plutôt que 0,93%, avant de se stabiliser entre 1,91% et 2,07% de 2027 à 2030, un intervalle cohérent avec les projections de la dernière édition. Le PIB nominal progresserait de 4,27% en 2027, puis évoluerait dans une fourchette de 4,16% à 4,30% entre 2028 et 2030. Les projections médianes et les intervalles d'incertitude pour la consommation réelle indiquent une reprise graduelle après une année 2026 plus modérée, à 1,16% (contre 1,21%). Son taux de croissance se situerait ensuite entre 2,10% et 2,23% de 2027 à 2030, avec un point culminant en 2027. Enfin, après le recul du premier trimestre de 2026, la croissance de l'investissement réel se modérerait à 0,61% en 2026 (contre 0,83%), avant de se maintenir entre 1,92% et 2,23% de 2027 à 2029. Les intervalles de prévision pour l'investissement étant plus larges que pour les autres variables, les prévisions correspondantes s'accompagnent donc d'une incertitude relativement élevée. Il n'en demeure pas moins que l'évolution des investissements en capital productif constitue un facteur clé du retard de productivité du Québec et du Canada et de leurs dynamiques conjoncturelles.

Inflation et taux de change

Les données sur les prix montrent une inflation globale dépassant à court terme la fourchette cible de la Banque du Canada (1% à 3%), tandis que l'inflation de base a poursuivi son recul au deuxième trimestre, avec des pressions plus marquées au Québec. Après les niveaux particulièrement élevés observés au deuxième trimestre de 2026 (5,83% au Canada, 3,56% au Québec), le taux de croissance du déflateur du PIB se modérerait pour s'établir à 2,47% au Canada et 2,32% au Québec à la fin de 2027. Après être passée de 2,15% à 2,95% entre les premier et deuxième trimestres de 2026, l'inflation globale canadienne atteindrait respec-

tivement 3,11% et 3,06% dans les deux derniers trimestres de l'année. Le choc énergétique mentionné dans l'édition de juillet semble désormais intégré aux données, comme l'indique l'écart croissant entre l'inflation globale et l'inflation de base. Cette dernière a reculé à 1,63% au deuxième trimestre et demeurerait entre 1,73% et 2,08% jusqu'à la fin de 2027. Au Québec, l'inflation globale et l'inflation de base s'établissent à 3,28% et 2,36% au deuxième trimestre de 2026, puis ralentiraient à 2,35% et 2,14% à la fin de 2027. Sur l'horizon 2028-2030 à la fréquence annuelle, les valeurs médianes des prévisions d'inflation, qu'il s'agisse de l'inflation globale ou de l'inflation de base, resteraient compatibles avec la fourchette cible. L'inflation globale canadienne demeurerait au-dessus du point médian de cette fourchette, alors que l'inflation de base se placerait légèrement en dessous. L'incertitude élevée entourant les prix de l'énergie peut toutefois affecter ces prévisions.

Le taux de change USD/CAD se maintiendrait dans une fourchette relativement stable en 2026 et 2027, entre 1,38 et 1,40 dollar canadien par dollar américain. Un affaiblissement graduel du dollar canadien suivrait, à 1,41 en 2028 et 2029, puis 1,42 en 2030. Le taux de change étant particulièrement sensible aux chocs externes et aux conditions financières internationales, il n'est pas surprenant que la borne supérieure de l'intervalle de prévision des modèles statistiques s'établisse à 1,48 en 2029 et 1,50 en 2030, signe d'une incertitude élevée.

Marché de l'emploi

Les prévisions concernant l'emploi et la population active révèlent un ralentissement à court terme, suivi d'une reprise progressive pour le Canada. En 2026, l'emploi devrait augmenter de 0,77%, avant d'afficher un taux de croissance atteignant 1,48% en 2027, pour se stabiliser à environ 1,46% en 2030. Quant à la population active, elle devrait croître de 0,39% en 2026, pour ensuite varier entre 1,22% et 1,35% de 2027 à 2030. Au cours de la période 2026-2030, l'emploi devrait croître légèrement plus vite que la population active, ce qui entraînerait une diminution progressive du taux de chômage. Ce taux devrait atteindre 6,44% en 2030, soit une légère hausse par rapport aux prévisions de l'édition précédente du *Macroscope*, qui tablaient sur un taux de 6,17%. Les intervalles d'incertitude pour l'emploi et le taux de chômage se sont rétrécis dans l'édition actuelle, avec une asymétrie vers la droite pour l'emploi et vers la gauche pour le taux de chômage. Globalement, un ralentissement temporaire du marché du travail est possible, mais les prévisions appuient une amélioration progressive à long terme.

Après une quasi-stagnation au premier trimestre (0,03% pour l'emploi et -0,07% pour la population active), le marché québécois du travail a été caractérisé par une diminution de l'emploi de 1,04% au deuxième trimestre de 2026, tandis que la population active a connu une contraction encore plus forte de 1,34%. Cependant, on s'attend à ce que la croissance de l'emploi se redresse progressivement, passant de 0,49% au dernier trimestre de 2026 à 1,14% au dernier trimestre de 2027. Selon les projections, le recul de la population active au Québec devrait s'atténuer progressivement après la contraction du deuxième trimestre. En rythme annuel, elle reculerait de 0,64% en 2026, avant de croître de 0,66% en 2027 et de se situer entre 0,81% et 1,13% de 2028 à 2030. En ce qui concerne le taux de chômage, il resterait plus stable à court terme, avant d'amorcer une légère baisse à moyen terme. Le taux médian passerait de 5,62% en 2026 à 5,54% en 2027, puis à 5,13% en 2030. Il est pertinent

de noter un aspect contextuel : le taux de chômage a connu une augmentation de 0,23 point de pourcentage, passant de 5,50% au premier trimestre de 2026 à 5,73% au second. De plus, la tendance à la baisse est moins marquée que dans l'édition précédente, où le taux médian atteignait 5,04% en 2030.

Selon l'indice composite de la Chaire, l'augmentation salariale au Canada et au Québec s'est établie à 3,27% et 3,31% respectivement au cours du premier trimestre de 2026. Cependant, au deuxième trimestre de la même année, elle a légèrement diminué pour atteindre 3,25% au Canada et 3,24% au Québec. Cela semble indiquer que les pressions salariales persistent, malgré un ralentissement de l'emploi.² En 2025, le Québec a affiché une croissance réelle des salaires légèrement supérieure à la moyenne canadienne (1,34% contre 1,13%). Cependant, les deux premiers trimestres de l'année 2026 témoignent d'une croissance salariale réelle inférieure à celle du Canada (0,73% contre 1,03%, puis 0,53% contre 0,79%).

Secteur immobilier

L'ajustement à la baisse des prix des logements neufs au Canada s'est poursuivi depuis le début de 2026. Après un recul de 2,25% au premier trimestre de 2026, la baisse atteint 2,34% au deuxième trimestre, indiquant une correction plus importante que prévu. Les deux derniers trimestres de 2026 et le premier trimestre de 2027 afficheraient toutefois des baisses moins marquées (-2,01%, -1,37%, -0,55%). Notons que l'asymétrie haussière dans les marges d'incertitude associées au portefeuille de modèles laisse entrevoir la possibilité d'une reprise plus rapide du marché. Ainsi, un redressement des prix des logements neufs à compter du deuxième trimestre de 2027 est envisageable, bien qu'un trimestre plus tard qu'initialement prévu dans le Macroscopie de juillet. D'après la médiane des prévisions annuelles, la croissance des prix des logements neufs atteindrait en moyenne 0,62% en 2027 et 2,55% en 2028, avant de se modérer à 2,31% en 2029 et 2,04% en 2030. Au cours du deuxième trimestre de 2026, les mises en chantier ont connu une augmentation significative d'environ 13 900 unités par rapport au taux annuel du premier trimestre, atteignant un total de 255 640 unités. Cette hausse a un impact important sur les prévisions, car les mises en chantier continuent de présenter une tendance autorégressive persistante. Elles devraient s'établir à 252 770 unités en 2026, puis à 253 900, 253 850 et 255 690 unités de 2027 à 2029, ce qui reste au-dessus du niveau observé en 2024 de 245 070 mises en chantier.

Le marché immobilier québécois se distingue nettement du reste du Canada : tandis que les prix des logements neufs diminuent sur l'ensemble du territoire canadien, ils continuent de croître au Québec. Après avoir progressé de 3,20% au premier trimestre 2026 et de 2,86% au deuxième trimestre, la hausse devrait se maintenir entre 2,64% et 2,94% par an jusqu'en 2030. Bien que les chiffres soient supérieurs aux 48 810 mises en chantier enregistrées en 2024, les prévisions québécoises pour les nouvelles constructions reculent à 57 080 unités en 2026 et 54 260 unités en 2027 (par rapport aux estimations précédentes de 62 490 et 62 460 unités prévues dans le Macroscopie de juillet).

2. Les détails méthodologiques de l'indice sont présentés dans la section [Marché du travail](#) sur le site Internet de la Chaire.

Le Macroscopie de la Chaire en macroéconomie et prévisions ESG-UQAM

13 octobre 2026

	Horizons trimestriels								Horizons annuels					
	Réalisées		Prévisions						Réalisées		Prévisions			
	2026 T1	2026 T2	2026 T3	2026 T4	2027 T1	2027 T2	2027 T3	2027 T4	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Canada														
PIB réel	0,06	1,13	1,82 [1,30;2,58]	2,40 [1,68;2,69]	2,58 [1,88;3,19]	2,21 [1,69;2,71]	2,30 [1,73;2,65]	2,33 [1,83;2,64]	1,86	1,35 [1,03;1,60]	2,36 [1,81;2,69]	2,23 [1,83;2,46]	2,39 [2,16;2,87]	2,34 [2,20;2,45]
PIB nominal	3,23	7,05	7,19 [5,91;8,09]	6,55 [5,12;7,43]	6,30 [4,71;7,19]	4,69 [3,93;5,64]	4,68 [4,02;5,37]	4,91 [4,12;5,54]	4,41	6,00 [5,38;6,46]	5,14 [4,40;5,57]	4,21 [3,46;4,86]	4,70 [4,55;5,58]	4,75 [4,55;5,12]
Consommation réelle	1,85	1,65	2,13 [1,78;2,61]	2,24 [1,83;2,68]	2,45 [2,07;2,83]	2,37 [2,01;2,53]	2,41 [1,87;2,52]	2,43 [2,01;2,53]	2,36	1,97 [1,77;2,15]	2,42 [2,13;2,49]	2,43 [2,03;2,53]	2,39 [2,23;2,51]	2,45 [2,39;2,62]
Investissement réel	-0,09	0,83	1,52 [0,89;2,23]	2,10 [0,98;2,97]	2,34 [1,31;3,23]	1,68 [0,28;2,75]	2,09 [0,82;2,75]	2,31 [0,84;2,80]	1,57	1,09 [0,68;1,48]	2,10 [1,18;2,68]	2,00 [0,49;2,31]	2,50 [1,40;2,90]	2,62 [0,90;2,92]
Déflateur du PIB	3,10	5,83	5,22 [3,53;5,72]	4,02 [2,78;4,87]	3,58 [2,38;4,25]	2,47 [1,66;3,13]	2,37 [1,95;2,68]	2,47 [1,95;3,02]	2,51	4,54 [3,87;4,84]	2,72 [2,19;3,07]	1,92 [1,32;2,66]	2,26 [2,05;2,70]	2,31 [2,21;2,71]
Taux d'inflation global	2,15	2,95	3,11 [2,96;3,49]	3,06 [2,74;3,69]	2,95 [2,38;3,70]	2,52 [1,96;3,10]	2,45 [1,79;2,70]	2,41 [1,75;2,61]	2,07	2,82 [2,73;3,01]	2,58 [2,09;3,09]	2,23 [1,78;2,38]	2,14 [2,00;2,34]	2,12 [2,01;2,32]
Taux d'inflation de base	2,07	1,63	1,73 [1,49;2,35]	1,87 [1,50;2,65]	2,08 [1,60;2,93]	1,97 [1,79;2,63]	1,88 [1,64;2,35]	1,88 [1,62;2,28]	2,52	1,82 [1,68;2,21]	1,95 [1,76;2,52]	1,81 [1,62;2,18]	1,92 [1,83;2,23]	1,85 [1,76;2,20]
Taux de change USD/CAD	1,37	1,38	1,39 [1,38;1,40]	1,39 [1,39;1,42]	1,40 [1,39;1,43]	1,40 [1,39;1,43]	1,40 [1,39;1,44]	1,40 [1,39;1,45]	1,40	1,38 [1,38;1,39]	1,40 [1,39;1,44]	1,41 [1,39;1,47]	1,41 [1,40;1,48]	1,42 [1,41;1,50]
Emploi	0,43	0,50	0,98 [0,74;1,51]	1,18 [0,90;1,61]	1,53 [1,17;1,98]	1,45 [1,24;1,71]	1,45 [1,16;1,60]	1,49 [1,32;1,81]	1,43	0,77 [0,64;1,00]	1,48 [1,26;1,81]	1,42 [1,25;1,63]	1,51 [1,39;1,81]	1,46 [1,32;1,85]
Population active	0,39	0,23	0,47 [0,34;0,62]	0,46 [0,25;0,63]	1,14 [0,95;1,25]	1,26 [0,73;1,39]	1,22 [1,01;1,30]	1,26 [1,04;1,36]	1,94	0,39 [0,31;0,47]	1,22 [0,93;1,29]	1,27 [1,10;1,46]	1,35 [1,24;1,56]	1,29 [1,11;1,33]
Taux de chômage (%)	6,63	6,67	6,64 [6,36;6,67]	6,63 [6,28;6,72]	6,61 [6,31;6,73]	6,63 [6,41;6,80]	6,61 [6,37;6,82]	6,57 [6,19;6,77]	6,86	6,64 [6,48;6,67]	6,61 [6,33;6,75]	6,60 [6,38;6,80]	6,54 [6,15;6,76]	6,44 [5,85;6,65]
Salaires-composite†	3,27	3,25	3,03*						3,34	3,25*				
Salaires-composite réel†	1,03	0,79							1,13	0,91**				
Prix des logements neufs	-2,25	-2,34	-2,01 [-2,12;-0,28]	-1,37 [-1,57;0,17]	-0,55 [-0,88;0,85]	0,26 [-0,35;1,73]	1,15 [0,19;2,18]	1,64 [1,12;2,16]	-1,08	-1,99 [-2,05;-1,22]	0,62 [0,01;1,70]	2,55 [1,68;2,87]	2,31 [1,36;2,89]	2,04 [0,86;2,61]
Mises en chantier‡ (x1000)	241,73	255,64	257,22 [254; 264]	256,48 [251; 261]	253,24 [240; 260]	253,27 [239; 263]	255,39 [243; 264]	253,68 [242; 265]	258,40	252,77 [251; 255]	253,90 [241; 262]	253,85 [237; 269]	255,69 [234; 268]	257,54 [234; 271]
Québec														
PIB réel	-0,21	0,60	1,36 [0,84;2,15]	1,69 [1,30;2,14]	2,05 [1,63;2,51]	1,85 [1,29;2,20]	1,82 [1,39;2,10]	1,90 [1,50;2,17]	0,61	0,86 [0,61;1,15]	1,91 [1,39;2,20]	1,93 [1,62;2,21]	2,06 [1,86;2,67]	2,07 [1,90;2,40]
PIB nominal	3,57	4,21	4,46 [4,12;5,33]	4,33 [3,61;5,02]	4,45 [3,87;5,09]	4,18 [3,69;4,56]	4,17 [3,67;4,66]	4,27 [4,08;4,79]	4,76	4,14 [3,89;4,52]	4,27 [4,07;4,51]	4,16 [4,04;4,54]	4,26 [4,17;5,15]	4,30 [4,22;5,13]
Consommation réelle	0,52	0,80	1,53 [1,32;2,19]	1,80 [1,41;2,34]	2,28 [1,88;2,71]	2,22 [1,79;2,47]	2,22 [1,79;2,38]	2,26 [1,77;2,41]	1,90	1,16 [0,97;1,45]	2,23 [1,90;2,38]	2,10 [1,87;2,33]	2,10 [1,96;2,36]	2,20 [2,08;2,44]
Investissement réel	-0,66	0,17	1,24 [0,19;1,98]	1,68 [0,05;2,30]	2,32 [0,78;2,84]	2,57 [0,42;2,60]	1,70 [0,14;2,56]	2,12 [0,94;2,46]	2,49	0,61 [-0,05;0,90]	1,92 [0,64;2,54]	2,12 [1,20;2,41]	2,23 [0,93;2,65]	2,52 [1,01;3,11]
Déflateur du PIB	3,83	3,56	3,00 [2,71;3,48]	2,58 [2,07;3,11]	2,32 [1,95;2,77]	2,15 [1,92;2,83]	2,29 [1,97;2,80]	2,32 [2,07;2,85]	4,10	3,24 [3,13;3,47]	2,27 [2,08;2,72]	2,20 [2,00;2,70]	2,16 [1,97;2,67]	2,15 [2,06;2,56]
Taux d'inflation global	2,90	3,28	3,25 [2,72;3,67]	3,08 [2,64;3,69]	2,88 [2,46;3,71]	2,57 [2,04;3,15]	2,48 [1,86;2,74]	2,35 [1,83;2,64]	2,46	3,13 [2,89;3,38]	2,57 [2,09;2,96]	2,21 [1,95;2,36]	2,04 [1,94;2,25]	1,91 [1,84;2,37]
Taux d'inflation de base	2,82	2,36	2,33 [2,08;2,66]	2,31 [1,96;2,87]	2,33 [1,97;3,22]	2,20 [2,00;2,69]	2,22 [2,04;2,68]	2,14 [1,87;2,57]	2,70	2,46 [2,31;2,68]	2,22 [1,98;2,59]	2,00 [1,61;2,24]	1,89 [1,74;2,18]	1,75 [1,62;2,09]
Emploi	0,03	-1,04	0,06 [-0,41;0,84]	0,49 [-0,13;1,12]	0,98 [0,48;1,46]	1,16 [0,75;1,46]	1,12 [0,80;1,26]	1,14 [0,98;1,39]	1,71	-0,11 [-0,36;0,23]	1,10 [0,82;1,32]	1,14 [0,90;1,29]	1,37 [1,12;1,63]	1,08 [0,93;1,59]
Population active	-0,07	-1,34	-0,72 [-0,88;-0,59]	-0,42 [-0,62;-0,31]	0,05 [-0,10;0,14]	0,90 [0,67;1,02]	0,82 [0,72;0,96]	0,86 [0,74;1,06]	2,01	-0,64 [-0,72;-0,58]	0,66 [0,54;0,77]	0,81 [0,71;0,97]	1,13 [0,87;1,52]	0,88 [0,64;0,95]
Taux de chômage (%)	5,50	5,73	5,66 [5,40;5,72]	5,60 [5,40;5,78]	5,57 [5,20;5,73]	5,62 [5,41;5,80]	5,52 [5,17;5,70]	5,47 [4,84;5,66]	5,62	5,62 [5,52;5,68]	5,54 [5,22;5,70]	5,45 [5,12;5,67]	5,29 [4,89;5,60]	5,13 [4,72;5,51]
Salaires-composite†	3,31	3,24	3,17*						3,79	3,25*				
Salaires-composite réel†	0,73	0,53							1,34	0,63**				
Prix des logements neufs	3,20	2,86	2,81 [2,53;3,34]	2,64 [2,05;3,23]	2,60 [1,95;3,33]	2,65 [1,96;3,10]	2,65 [1,67;3,14]	2,67 [1,56;3,10]	2,63	2,88 [2,67;3,14]	2,64 [1,83;3,10]	2,70 [1,86;3,32]	2,88 [2,11;3,32]	2,94 [1,86;3,30]
Mises en chantier‡ (x1000)	62,48	54,44	55,78 [54; 57]	55,61 [53; 56]	54,70 [52; 56]	54,12 [51; 56]	54,12 [50; 56]	54,12 [46; 56]	59,40	57,08 [56; 58]	54,26 [50; 56]	53,38 [45; 55]	53,17 [45; 55]	53,05 [46; 55]

Notes :
 Les chiffres entre crochets représentent nos 10^e et 90^e percentiles de prévisions de nos modèles.
 Les taux de croissance en pourcentage sont tous rapportés en taux de croissance année sur année %Y/Y, sauf indication contraire.
 † La construction et valeurs de mesure du salaires-composite est disponible dans la section [Marché du travail](#) du site Internet de la Chaire.
 ‡ Le nombre annualisé de mises en chantier, sur la base des moyennes des prévisions mensuelles sur l'horizon considéré.
 * La valeur rapportée est la moyenne des valeurs de notre mesure du salaires-composite mensuelle, sur la période d'intérêt, contenant l'information jusqu'à 2026-08.
 ** La valeur rapportée est la moyenne des valeurs de notre mesure du salaires-composite trimestrielle, sur la période d'intérêt, contenant l'information jusqu'à 2026-06.